

Migrations internationales et reconfigurations territoriales en Afrique de l'Ouest et au Sahara

MIRTAS

Pays de référence :

Burkina Faso

Localisation de l'étude :

Tamanrasset - Algérie

Béguédo et Niangoloko - Burkina Faso

Nouadhibou - Mauritanie

Responsables du projet :

Mahamadou ZONGO

Sociologue, Maître assistant au département de sociologie LERDYS,
Université de Ouagadougou, Burkina Faso

Sylvie BREDELOUP

Socio-anthropologue, Directrice de recherche au LPED UMR 151,
IRD - Université de Provence, France

LERDYS
Département de sociologie, UFR/SH
Université de Ouagadougou
09 BP 1331
Ouagadougou 09

De création récente (2008), le LERDYS est rattaché au département de sociologie qui s'occupe de la formation (environ 3500 étudiants) et de la recherche. Le LERDYS s'investit dans les domaines de la migration et de l'accès aux ressources naturelles et ambitionne de contribuer à l'accueil de doctorants.

LPED, UMR 151,
Université de Provence
Centre Saint Charles, case 10,
3 Place Victor Hugo,
13331, Marseille cedex 3, France
<http://www.lped.org>

Unité mixte de recherche (IRD/Université de Provence), le Laboratoire Population – Environnement – Développement (LPED) mène des activités de recherche, de formation, d'expertise et de valorisation scientifique dans le domaine des relations entre les dynamiques des populations, l'environnement et le développement.

L'équipe

Enquêtes et coordination :

Mahamadou ZONGO, Sociologue, Maître assistant, LERDYS :

zongomahamadou@yahoo.fr

Sylvie BREDELOUP, Socio-anthropologue, Directrice de recherche, LPED:

Sylvie.Bredeloup@up.univ-mrs.fr

Enquêtes de terrain et coordination :

Brigitte BERTONCELLO, Géographe, Professeur, UMR TELEMME/Université d'Aix-Marseille I

Jérôme LOMBARD, Géographe, Chargé de recherche, IRD

Olivier PLIEZ, Géographe, Chargé de recherche, CEDEJ-Le Caire

Sassia SPIGA, Géographe, Maître de conférences, LRNA-Annaba

Enquêtes de terrain :

Armelle CHOPLIN, Géographe, Maître de conférences, Université Paris 1

Enquêtes dans le cadre d'une thèse de doctorat :

Régis MINVIELLE, Sociologue, Doctorant, Université de Provence

Traitement des données sous SIG :

Hala BAYOUMI, SIG, Ingénieur d'étude, CEDEJ

Enquêtes et saisie :

Eric-Bertrand BANGRE, Sociologue, Doctorant, Université. De Ouagadougou

Saïdou KOUDOUGOU, Sociologue, Maîtrise de sociologie, Université. De Ouagadougou

Oumarou KOURAOGO, Sociologue, Maîtrise de sociologie, Université. De Ouagadougou

Thomas OUEDRAOGO, Sociologue, Maîtrise de sociologie, Université. De Ouagadougou

Léonce ZAGRE, Sociologue, Maîtrise de sociologie, Université. De Ouagadougou

Résumé :

La recherche a pour objectifs d'avancer dans la compréhension des recompositions sociales et territoriales générées par des formes migratoires dissemblables (migration de transit, retour de migration) et selon des temporalités différentes (installation provisoire/durable ; retour anticipé/en catastrophe).

Mots-clés : Migrations internationales, transit, retour, local, impact territorial

Abstract:

The aims of the research are to advance in the understanding of social and territorial rebuilding generated by dissimilar forms of migration (transit migration, return migration) and on different time scales (temporary installation / sustainable; early return / disaster).

Key words: International migration, transit, return, local, territorial impact.

1. Problématique et contexte de l'étude

La recherche a pour objectifs d'avancer dans la compréhension des recompositions sociales et territoriales générées par des formes migratoires dissemblables (migration de transit, retour de migration) et selon des temporalités différentes (installation provisoire/durable ; retour anticipé/en catastrophe).

Dans cette perspective, il a semblé essentiel de ne pas dissocier les recompositions sociales (les mutations opérées dans les relations au pouvoir, à l'argent, au travail, à la famille, les innovations introduites, les groupes d'acteurs qui en sont les porteurs) des recompositions territoriales (la transformation physique des villes, des réseaux, du commerce).

Deux aires géographiques correspondant à deux types de villes ont été retenues. D'une part, les villes «de transit», notamment Tamanrasset (Algérie) et Nouadhibou (Mauritanie) et d'autre part, les villes «de réinvestissement» que sont Béguedo et Niangoloko (Burkina Faso).

2. Méthodologie

Sur les trois terrains, nous avons adopté des méthodes similaires. Les recherches qualitatives ont combiné biographies de migrants, entretiens auprès des acteurs institutionnels et observations dans les sites susceptibles de connaître des transformations spatiales (gares, marchés, quartiers d'habitation). De même, nous avons opté pour une production de données quantitatives sur des corpus restreints, qui a pris la forme, notamment, de recensements systématiques des activités de commerce à l'échelle de rues.

Initialement, il était prévu de constituer une base conjuguant des données statistiques et des enquêtes de terrain et de créer une application axée sur des requêtes permettant de comparer des localités du Burkina Faso touchées par des mouvements migratoires dissemblables. L'élaboration de l'application avait pour but de construire un outil opérationnel et de proposer des pistes méthodologiques de portée générale, afin de diffuser le savoir-faire du traitement de l'information spatialisée auprès des étudiants de l'université de Ouagadougou et de valoriser des techniques qui pouvaient être réutilisées ultérieurement. Mais plusieurs obstacles (des données peu fiables et de diverses échelles) nous ont amené à ne pas poursuivre l'expérience au-delà des quelques données collectées sur Internet (fonds de carte du Burkina Faso avec ses limites administratives, RGP 2006, enquête sur les rapatriés) et de leur assemblage dans l'application.

3. Résultats

3.1. Le migrant africain de retour ou en transit : un nouvel acteur de la fabrique urbaine?

De nouvelles formes urbaines

Si l'installation ou le passage de migrants africains tant dans les villes subsahariennes que sahariennes se traduit en termes de changements démographiques, les impacts sont néanmoins sélectifs. Dans le Sahara maghrébin où le processus d'urbanisation a relevé tout d'abord d'un aménagement volontariste par la puissance

publique de zones désertiques, les villes situées au croisement des routes migratoires se sont multipliées et densifiées de manière spectaculaire à mesure qu'elles bénéficiaient de la manne du transit. On compte ainsi aujourd'hui plus de cinquante villes dans le Sahara maghrébin pour 8 villes seulement dans le Sahara sahélien et c'est en Algérie, en Libye et au Maroc que se trouvent les plus grosses agglomérations (supérieures à 150 000 habitants). A Tamanrasset tout comme à Sebha et Koufra en Libye ou encore à Agadez au Niger, l'arrivée massive des premiers migrants subsahariens a ainsi contribué à la revitalisation de ces régions enclavées, au gonflement des quartiers déjà existants ainsi qu'à la naissance de nouveaux quartiers. Plus largement, la présence subsaharienne dans un grand nombre de localités au sud de l'Algérie est estimée à 20 % au moins de la population totale. A Nouadhibou, en revanche, qui avait connu son âge d'or dans les années 1980 alors qu'elle avait été élevée au rang de capitale de l'économie halieutique en Mauritanie, ces mouvements n'ont pas permis une relance durable des activités.

Comme dans d'autres villes au Sahara, transformées en cités de transit, les migrations africaines ont plutôt été révélatrices de crise. Crise des environnements urbains soumis à des charges démographiques importantes sans que les infrastructures suivent : crise économique liée au désengagement des Etats au début des années 1990, qui s'est traduit par un tarissement de la manne publique à laquelle les flux migratoires ont suppléé un temps. Crise toutefois redevenue très visible lors des fermetures prolongées des routes. L'étude a montré la nécessité de prendre en compte à la fois l'inscription de la ville dans la longue histoire migratoire et les réorganisations récentes des formes migratoires, lesquelles peuvent d'ailleurs également interagir fortement sur les transformations urbaines. Si les villes de Nouadhibou et de Tamanrasset ont toutes deux été façonnées par la présence renouvelée de travailleurs migrants africains (migration interne et migration internationale) et européens, l'histoire plus récente montre qu'au moment où la traversée des frontières maritimes et terrestres est rendue de plus en plus difficile pour les migrants africains en transit, la capitale économique mauritanienne, déjà en crise, ne parvient plus à absorber comme par le passé les flux de migrants et de travailleurs alors que la ville de Tamanrasset continue de gonfler et d'accueillir de nouveaux migrants.

Quant aux effets de la migration de retour sur l'augmentation de la population, ils sont également à observer dans leur hétérogénéité et notamment selon que le retour s'opère ou non dans l'urgence. A Béguedo, comme dans beaucoup de villes moyennes du Burkina Faso mais aussi du Sénégal, caractérisées par une forte émigration des actifs vers l'Europe, le retour de l'argent de la migration ne s'est pas accompagné, dans les mêmes proportions, d'un retour physique au pays des migrants. Dit autrement, bon nombre de migrants ne peuvent envisager un retour au pays du fait du durcissement des politiques migratoires en Europe ; ce qui ne les empêche pas de continuer à consacrer beaucoup d'énergie dans la préparation de leur retour, en réinvestissant symboliquement et financièrement au pays. De manière indirecte, le fait que ces migrants contribuent activement à l'équipement de leurs villes d'origine devient facteur d'attraction et d'entraînement pour d'autres populations, incitant les autorités en charge de l'urbanisme à mettre en place des lotissements, à organiser ou réorganiser leurs plans d'aménagement. En revanche, le retour massif et soudain de Côte d'Ivoire de populations burkinabè, dans un contexte déjà marqué par une intensification des flux migratoires internes, a provoqué un gonflement (voire un doublement) extraordinaire des villes et villages frontaliers. Ce retour a contribué à remodeler profondément le

paysage urbain et rural des zones d'accueil, à travers la naissance ou l'extension de quartiers en périphérie et de hameaux de culture peuplés en majorité ou exclusivement de migrants.

La densification de la population dans des zones jusqu'alors faiblement occupées a conduit les autorités communales à procéder parfois à la création de lotissements.

Densification des quartiers déjà en place, requalification de quartiers anciennement « bidonvillisés », extension des périphéries jusque dans des zones inhabitables, création de nouveaux quartiers à l'intérieur ou à l'extérieur de la ville planifiée, donnant lieu à de nouvelles appellations, mise au norme des lotissements, émergence de nouvelles centralités ? Assurément, le passage ou le retour de migrants transforme notablement la physionomie des villes et la structure ; il participe également à l'essor d'une nouvelle toponymie urbaine où l'humour (quartier Tabou, cailloux-ville) côtoie le pragmatisme et révèle l'affirmation d'une nouvelle identité urbaine.

3.2. Economie de transit, économie du retour: quelles traductions spatiales, quels acteurs tirent profit de cette manne?

L'installation provisoire des migrants dans des lieux de transit ou leur retour au pays participe de la croissance urbaine laquelle se traduit invariablement par le développement des secteurs immobiliers et commerciaux. A Nouadhibou, l'élite locale a compris l'intérêt qu'elle pouvait tirer du passage des migrants et notamment de la rente locative n'hésitant pas à construire une nouvelle cité. A Tamanrasset, paradoxalement, la migration de passage profite moins aux populations autochtones qu'aux premières générations de migrants africains installés. En effet, ce sont des Maliens ou Nigériens qui sous-louent leurs maisons ou les transforment en foyers à l'attention des nouveaux arrivants, jouant de leurs réseaux et de leur expérience de la mobilité. Toutes les activités marchandes générées également par la migration de transit dans la capitale économique mauritanienne échappent à ses primo-citadins dès lors qu'elles ont été impulsées prioritairement par des étrangers. A Nouadhibou, ces derniers restent majoritaires en tant que commerçants dans la rue Mahfoud, cette artère qui traverse le centre-ville comme ils l'étaient à Sebha dans la rue quarante (O. Pliez, 2004) il y a quelques années. Primo-migrants et derniers arrivés contribuent ainsi ponctuellement à la régénération marchande dans ces villes de transit.

Au Burkina Faso et notamment à Béguedo, « la ville des Italiens », les transferts financiers opérés par les migrants ont permis l'essor de nombreux chantiers en construction. Mais là encore, ces travaux ont été confiés à des ouvriers installés dans des villes voisines plutôt qu'au personnel local. Concentrées dans un même quartier, de nombreuses villas ont été construites avec l'argent des migrants pour être louées à des fonctionnaires exerçant provisoirement à Béguedo. Mais l'offre dépasse largement la demande si bien que nombre de logements restent inoccupés. La ville « reformatée » à l'initiative des migrants prend les allures d'une ville fantôme d'autant que la multitude de petites boutiques construites également avec les économies des migrants le long d'un axe structurant n'ouvrent que ponctuellement. Quant aux boutiques du centre-ville, elles connaissent également une activité importante au moment précis où les épouses de migrants se préparent à recevoir leurs époux, à l'occasion de leurs visites régulières.

Enfin à Niangoloko, le retour des rapatriés a également influé sur les activités économiques de la région, participant tant à la réorganisation des activités commerciales en ville qu'à l'essor des marchés ruraux voisins. Liée étroitement au poste de douane et à l'activité de la gare routière, l'économie de cette commune frontalière

avait été fortement affectée par la crise ivoirienne. Totalement sinistrée après le déclenchement de la rébellion en 2002, elle connaît donc un second souffle avec le retour des rapatriés. Au-delà de la clientèle qu'ils représentent, beaucoup d'entre eux se sont reconvertis dans le commerce, les activités de contrebande d'essence et l'agriculture, alors que le secteur du transport reste dominé par les autochtones.

Migrations et temporalités

Le fait d'avoir resitué la migration de transit et de retour dans un temps long de la construction des villes a permis aux membres de l'équipe MIRTAS de saisir pleinement le caractère relatif des transformations urbaines repérées. D'une part, selon le jeu des « chaises musicales », plusieurs groupes de migrants se succèdent dans les villes, interagissant ou non entre eux et avec les populations autochtones, procédant ou non à des passages de relais. D'autre part, la fermeture de pistes transsahariennes ou plus largement le durcissement des contrôles aux frontières ont eu des effets rapides sur l'économie des villes de transit. Les travaux d'Olivier Pliez sur la Libye l'avaient déjà montré, rappelant la réversibilité des flux migratoires mais aussi la capacité d'un certain nombre de migrants à s'adapter à la nouvelle donne, à accompagner les mutations tout comme l'incapacité croissante des autres, plus fragilisés, à rebondir ailleurs, qui les a conduit à s'enliser dans ces villes. Depuis notamment les dernières négociations menées par le gouvernement de M. Kadhafi avec l'Union Européenne, les villes de Sebha en Libye et de Dongola au Soudan où transitaient migrants et marchandises sont désertées. A Nouadhibou aussi la route est en train de se « fermer » et le ralentissement des passages va de pair avec une baisse de l'économie de transit et de l'attractivité de la ville. A Tamanrasset, les migrants coincés dans l'oued ont de plus en plus de difficultés à se relancer sur les routes en direction du Maroc.

A Béguedo aussi, les activités se développent au rythme de l'absence ou de la présence des migrants. Alternance dans le temps d'une ville animée quand les migrants viennent surveiller l'avancement des travaux de leur maison ou de leur boutique, quand leurs femmes se préparent à leur arrivée et font travailler les commerçants de la place et d'une ville fantôme quand le migrant referme la porte de sa maison ou de son petit commerce et repart en Italie.

En milieu rural, les rapatriés partagent leurs temps et leurs activités entre leurs nouveaux lieux d'accueil et leur zone de départ en Côte d'Ivoire. Ces nouvelles formes de mobilités tendent à faire des rapatriés des acteurs qui sont à la fois présents et absents dans la zone d'accueil, ce qui est susceptible de jouer sur leur insertion et la sécurisation foncière.

Migrations, recompositions sociales, rapport à l'altérité

L'installation des migrants subsahariens dans ces villes procède également de nouvelles formes de stratifications sociales qui atténuent notamment la portée du clivage séculaire entre Arabes et Noirs dans les villes sahariennes du transit.

Dans la commune de Niangoloko, tout comme d'ailleurs dans les zones de colonisation agricole, l'accueil et l'installation des migrants s'opèrent selon les principes traditionnels. Qualifiés « d'institution du tutorat », ces principes définissent les droits et les devoirs des migrants comme ceux des autochtones. Ces principes ont permis

d'apporter une réponse efficace à l'installation des rapatriés dont l'importance a contribué à une modification brutale de la configuration ethnique de la commune.

Conformément à leurs pratiques habituelles, les migrants et les rapatriés se sont regroupés de leur zone de provenance, ce qui aboutit pratiquement à la reconstitution des villages dans les zones d'accueil. Cette situation renforce la cohésion intracommunautaire, le maintien de la langue, la préservation de l'identité culturelle, mais elle conduit aussi et souvent, à la restriction des échanges intercommunautaires, cultive la faible perméabilité des migrants moosé aux us et coutumes locales. Si contrairement aux appréhensions, les modifications démographiques et ethniques brutales n'ont pas provoqué de tensions intercommunautaires grâce à des mécanismes d'accueil et d'insertion en vigueur dans les sociétés rurales, l'émergence des organisations de la société civile (notamment les associations) dans le rôle d'accueil et d'installation des migrants en milieu rural introduit des éléments de fragilisation des mécanismes traditionnels de régulation des relations intercommunautaires sans pour autant en introduire de nouveaux.

Enfin contrairement à ce que pourrait laisser croire les apparences de cohésion et d'homogénéité des migrants (rapatriés, migrants de retour, migrants internes) du fait de leur appartenance à la même ethnie (les Moosé), il existe des différences de perception et de conception des choses ; passés les moments d'émotions liés à leurs conditions de départ de la Côte d'Ivoire, la solidarité s'est progressivement muée en compétition entre les migrants internes et ceux venus de la Côte d'Ivoire ; ces derniers sont d'ailleurs assimilés à des «Ivoiriens», qui par conséquent, sont destinés à regagner inéluctablement leurs plantations de café et de cacao si la situation de tension dans le pays voisin se résorbe. Ces certitudes chez les autochtones et les migrants internes sont entretenues par l'extrême mobilité de la grande majorité des rapatriés et des migrants de retour entre les deux pays.

3.3. Actions de formation

L'équipe MIRTAS avait, dès sa constitution, précisé l'importance qu'elle entendait consacrer aux actions de formation à l'endroit des étudiants du Sud, et plus précisément burkinabè dans un contexte politique particulier (crise ivoirienne, crise des universités burkinabè, passage au LMD).

La mise en place d'une jeune équipe associée burkinabè portée par le responsable du projet MIRTAS et appuyée à l'IRD par la correspondante scientifique du même projet (financement du Département Soutien et Formation de l'IRD) a permis aux chercheurs du Sud de profiter des réseaux tissés par les chercheurs du Nord pour accéder aux dispositifs de recherche français et européens sur la question migratoire. Cette mise en réseau a également favorisé la conception de projets inédits d'enseignements partagés aussi bien à Ouagadougou qu'à Marseille. Nous avons organisé deux universités d'automne à Ouagadougou dans le cadre d'un partenariat entre l'UMR LPED (IRD) et l'UFR de Sciences Humaine de l'Université de Ouagadougou au cours desquelles sont intervenus outre des membres de MIRTAS des chercheurs burkinabè, français et malien extérieurs au programme. Nous avons par ailleurs intégré des chercheurs du Sud dans l'animation de journées d'études au LPED à Marseille.

Des enseignements théoriques, épistémologiques et méthodologiques ont été conçus entre tous ces chercheurs de façon à promouvoir la recherche sur la migration dans une perspective pluridisciplinaire (aménagement, anthropologie, démographie, géographie et sociologie) mais aussi de manière à encourager encore plus fortement la formation à

la recherche par la recherche (stage de terrain organisé à Béguedo en 2008, stage de terrain organisé à Marseille en 2009).

Ces soutiens à la formation représentaient une expérience d'autant plus déterminante précisément au moment où le département de sociologie de l'université de Ouagadougou, auquel appartient le porteur du projet MIRTAS, a entrepris des premières démarches visant à l'ouverture prochaine (rentrée 2009-2010) d'un cycle doctoral et d'une école doctorale. Rappelons que pour l'instant, les étudiants qui ont terminé une maîtrise de sociologie à Ouagadougou (dont certains sont impliqués dans MIRTAS) sont obligés de partir à Abidjan ou à Dakar pour poursuivre un troisième cycle quand ils en ont les moyens financiers. Dans ces conditions, il semblait important aux chercheurs du Nord, à travers plusieurs actions entreprises dans le cadre du programme MIRTAS de soutenir les enseignants-chercheurs et les étudiants burkinabè dans leur démarche et volonté d'indépendance et d'excellence scientifique.

3.4. Actions de valorisation

Outre la vingtaine de publications et la quinzaine de communications diffusées par les membres de l'équipe MIRTAS au cours de ce programme de recherche, trois journées d'étude ont été animées dans le cadre des journées du LPED à Marseille où les premiers résultats obtenus ont été présentés. L'équipe MIRTAS a également pris en charge l'organisation de deux événements, un colloque international (Migration, urbanisation et environnement entre Méditerranée et Afrique subsaharienne) à Annaba (Algérie) en décembre 2006 et un atelier de recherche « Liens entre formes migratoires (transit, retour et rapatriement) et transformations socio-spatiales sur le continent africain »).

Cette deuxième manifestation avait pour objectif de mutualiser les résultats obtenus par quatre équipes dans le cadre du programme FSP Migrations internationales dont les projets avaient été conduits à la fois en Afrique du Nord (Algérie, Mauritanie), en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Niger), en Afrique centrale (RDC) et en Afrique du Sud. Il s'agissait de fédérer les expériences et les connaissances pour avancer dans la compréhension des recompositions sociales et spatiales générées dans les villes africaines par des formes migratoires dissemblables (transit, retour) agissant selon des temporalités différentes (urgence ou préparation ; installation provisoire ou durable).

Outre ces premières actions de valorisation, nous avons pour projet de présenter d'ici la fin 2009 ou début 2010 les principaux résultats de cette recherche à Ouagadougou auprès des instances politiques nationales (CONASUR, Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur...) dans le cadre de plusieurs tables rondes. D'autres modes de dissémination sont en négociation (publications communes dans des revues françaises, burkinabè, dans un ouvrage).

4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques

L'épisode des rapatriés de Côte d'Ivoire montre que l'Etat burkinabè ne s'était pas préparé à l'éventualité d'un retour massif de ses ressortissants en dépit du fait que, d'une part, une quantité importante de ces derniers ont émigré dans la sous-région et en Afrique centrale et d'autre part, de l'existence de remous politiques en Côte d'Ivoire, qui héberge une des importantes colonies d'émigrés burkinabè.

Ce constat révèle, de fait, l'absence d'une politique migratoire. Hormis «l'opération Bayiri» dont l'impact a été d'abord psychologique, il apparaît que l'Etat n'a pas toujours l'initiative des actions dans la gestion des rapatriés. Ainsi, hormis les secours d'urgence, dans les premiers temps de leur arrivée, les rapatriés se sont installés en utilisant les circuits traditionnels, notamment le tutorat, que les associations et autres organisations de la société civile se sont cependant réapproprié.

L'arrivée des rapatriés dans la zone frontalière, dans un contexte d'intensification des flux migratoires internes, a contribué à remodeler profondément le paysage urbain et rural des zones d'accueil, à travers la naissance de quartiers et de hameaux de culture peuplés en majorité ou exclusivement de migrants. L'augmentation de la population de la zone d'accueil va également influencer les activités économiques par le biais de la réorganisation des activités commerciales en milieu urbain, en rapport avec le développement des marchés ruraux.

De manière spécifique en milieu rural, l'arrivée des rapatriés a contribué à accélérer les dynamiques foncières principalement à travers les remises en cause des principes d'inaliénabilité de la terre et de patrimonialité, à cause de l'émergence de transactions monétarisées ; on note également l'apparition ou le développement de productions nouvelles ou jusqu'alors peu valorisées dans la zone, notamment le palmier à huile, le manioc, la banane douce, etc. Ces innovations s'accompagnent du développement de nouvelles formes de mobilités entre les deux pays qui donnent une impression d'instabilité résidentielle aux rapatriés. Toutes ces évolutions se font sans une implication directe de l'Etat dont d'ailleurs la faible visibilité a été exploitée par les autorités coutumières pour se repositionner dans les arènes politiques locales.

L'émergence des nouvelles transactions foncières dans un contexte de faible présence de l'Etat est source de tensions sociales additionnelles en raison des ambiguïtés des conventions foncières et surtout de l'absence d'autorités légitimes pour leur validation. Il appartient à l'Etat burkinabè de prendre l'exacte mesure de la situation et d'y répondre.

Le transit de migrants dans les villes sahariennes renvoie non seulement à la dynamique urbaine locale mais aussi aux politiques nationales développées dans le pays. Erigées au départ par l'État, nombre de villes sahariennes sont devenues du coup, attractives pour les migrants subsahariens. Mais l'inverse peut être vrai. La déqualification d'une ville peut être due à l'évolution des politiques mises en œuvre par les gouvernements centraux. Ainsi, dans le cas mauritanien, il semble manifeste que le transit de migrants subsahariens à Nouadhibou a profité au pouvoir mauritanien installé à Nouakchott.

Tendre à criminaliser les migrants présents à Nouadhibou et à favoriser la construction d'une image de la clandestinité dans la ville du Nord sert ses intérêts. Tout est mis en œuvre pour alimenter ce processus. L'incertitude sur le nombre de migrants présents en Mauritanie fait partie de la stratégie mise en place pour s'attirer les bonnes grâces des bailleurs de fonds. La Délégation de la Commission européenne à Nouakchott, aidée en cela par le Haut Commissariat au Réfugiés (HCR) et l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), avançait en 2007 le chiffre de 160 000 personnes étrangères présentes sur le sol mauritanien, en indiquant cependant qu'elle était incapable de distinguer les migrants en transit de ceux installés dans le pays. Ces chiffres laissent-ils entendre que l'Union européenne a intérêt à surestimer la présence étrangère, de façon

à justifier l'existence de protocoles d'accords de surveillance du territoire mauritanien et par là même son ingérence dans les décisions nationales ?

Dans le même temps, le gouvernement mauritanien n'a de cesse de jouer sur différents tableaux. D'un côté, tout en laissant son pays ouvert aux travailleurs étrangers qui contribuent en travaillant à moindre coût, au fonctionnement de l'économie nationale - et qui, en 2007, étaient estimés à 65 000 par une étude du ministère mauritanien de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation professionnelle-, il répond aux attentes de l'Union européenne qui le presse de réguler ces flux. D'un autre côté, il se pose en victime et se montre prêt à travailler de concert avec les Européens.

La Mauritanie devient le « bon élève » et revêt un statut de collaborateur qu'elle entend négocier chèrement. Elle espère recevoir en contrepartie des fonds pour lutter directement contre les départs et bénéficier des opérations de « co-développement » susceptibles de dissuader les candidats mauritaniens à la migration. Ces fonds versés ne sont pas destinés à améliorer les conditions de vie parfois détestables des migrants ouest-africains présents sur le sol mauritanien. La gestion de la migration internationale ignore la ville de Nouadhibou, laissée aux « clandestins », et valorise la capitale, d'où est gérée la question migratoire et où est de plus en plus concentrée une partie importante de l'activité économique.